L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 20 SEPTEMBRE 1888. 62me Année

Dufour & Bonqet, Propriétaires Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS. JEUDI, 20 SEPTEMBRE 1888,

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, offres et Locations etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par le Shérif—Sur les lieux No 2 South street, côté sud de la Place Lafayette, entre Camp et St. Charles—Tout le contenu des dits lieux, comprenant un vaste assortiment de meubles de toutes sortes de valeur de tapis, nattes, faïence et verrerie, matelas, couvertures, literie, oreillers et plumes, etc.

Un article du journal "La Liberté", de Paris, sur l'équilibre méditerranéen.

S'il fallait en croire, depuis quelque temps, les journaux italiens, la principale cause des inquiétudes de leur pays et, par suite, de la mésintelligence qui règne trop souvent dans les rapports de l'Italie et de la France, viendrait de la nécessité de maintenir l'équilibre méditerranéen contre les ambitions qui peuvent le troubler. On dit même que M. Crispi aurait traité cette question dans sa dernière entrevue avec M. de Bismarck, ce qui en fait naturellement un sujet d'actualité.

Qui donc menace aujourd'hui cet équilibre des forces maritimes dans la Méditerranée ? Qui rêve d'apporter un changement à l'état présent des choses, de nature à mettre en éveil les puissances intéressées de cette grande mer intérieure dont le canal de Suez a fait la route du commerce universel ?

Certainement ce n'est pas la France. La France est satisfaite de sa situation sur les deux rives de la Méditerranée. Toulon d'une part, l'Algérie de l'autre, lui suffisent pour sauvegarder et protéger ses intérêts. Elle n'aurait pas songé à s'établir en Tunisie et des origines de toute nature, est lesquelles il est désormais inutile de s'appesantir, ne l'avait pas contrainte à [illegible] de sa possessions africaines. Mais elle est absolument au contraire raison d'être de ce protectorat, si à l'est ou à l'ouest des États-Unis que son domaine colonial ait pu s'étendre, qu'elle n'ambitionne et qu'elle n'entreprendra ni dans ce but.

D'autres pourraient-ils en dire autant ? Nest-il pas tout naturel que l'Italie, au sortir de sa longue [illegible] temps à l'opposition comme une conquête presque prochaine qu'une dont personne ne peut échapper ? Cette pensée n'est-elle pas la polaire dans la politique extérieure du Quirinal ? Et les paroles que vient de prononcer le président du conseil des ministres, M. Crispi, à Palerme, ne peuvent-elles pas être interprétées comme un nouvel indice de cette préoccupation ? Quoi qu'il en soit, il n'est pas inutile de rappeler ici, à propos de ces déclarations, les principes qui ont toujours inspiré la politique française. Ils sont aussi simples que possible. Ils consistent à ne rien vouloir de plus que ce qu'elle a, à ne rien prendre à personne, à ne rien laisser prendre à personne, à ne rien laisser prendre à personne, à ne rien laisser